



L’Affaire Skripal - L’impérialisme occidental ne supporte pas l’émergence d’autres puissances

Par [Daniel Vanhove](#)

Mondialisation.ca, 15 mars 2018

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Photo : Sergei Skripal, 66, et sa fille Ioulia, 33 ans.

Une nouvelle ‘*affaire*’ vient secouer les chancelleries occidentales, nommée l’Affaire Skripal, du nom de l’ancien colonel du service de renseignement de l’armée russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, tous deux empoisonnés sur le territoire britannique et actuellement hospitalisés dans un état « *critique* » selon les médecins.

L’histoire commence en 2004 où S. Skripal est arrêté par les autorités russes l’accusant de « **haute trahison** » pour avoir fourni l’identité de plusieurs agents de Moscou œuvrant en Europe. Condamné à 13 ans de camp, il est échangé en 2010 avec trois autres agents contre dix espions russes arrêtés par les États-Unis. Il se réfugie alors en Angleterre où il réside depuis.

La thèse de l’empoisonnement est rapidement établie dans la mesure où le père et sa fille ont été trouvés inconscients par un policier qui en contact avec eux s’est retrouvé lui-même empoisonné et dans le même état grave que les victimes.

Les premiers examens pratiqués par les experts britanniques établissent l’usage d’un gaz innervant développé à l’époque de l’URSS et baptisé ‘*Novichok*’. Incolore et inodore, il serait encore plus puissant que le gaz Sarin.

Les responsables du gouvernement britannique n’ont pas tardé à réagir, exigeant de la Russie une réponse à cet acte jugé « *sans foi ni loi* » dans les 24h. Ce qu’a refusé la Russie par la voie de son ambassadeur à l’ONU qui a déclaré que la Russie « *ne parlait pas le langage des ultimatums, que sans preuves formelles il n’y avait aucune justification à produire. Et que son pays réfutait catégoriquement ces accusations* ». Il a par ailleurs rappelé que Londres avait refusé de livrer des échantillons du produit toxique pour mener une enquête conjointement à celle menée par les autorités britanniques. La Russie a dit et répété qu’elle est prête à collaborer... sans réponse de la Grande-Bretagne pour l’instant.

Mais, deux jours après les faits, Londres s’empressait de pointer la responsabilité de Moscou par Boris Johnson, son ministre des Affaires étrangères qui prévenait: « **Si l’enquête démontre la responsabilité d’un État, le gouvernement répondra de façon ferme** ». Et des premières représailles étaient envisagées à l’encontre de Moscou comme l’impossibilité de participer « **normalement** » à la Coupe du monde de football, l’été prochain, en Russie.

Sans réaction à son ultimatum, la première ministre Theresa May a d'ores et déjà pris un train de sanctions par le renvoi de 23 diplomates russes du territoire britannique, la suspension des contacts bilatéraux avec Moscou, ainsi que le boycott du gouvernement et de la famille royale à la prochaine Coupe du monde de football organisée par la Russie cet été.

Comme on pouvait s'y attendre, le Royaume-Uni a reçu le soutien immédiat des États-Unis, de l'Allemagne, de la France, du Canada et de l'OTAN... toutes puissances en perdition dans les guerres qu'elles mènent de concert et perdent l'une après l'autre dans un Moyen-Orient qu'elles ont dévasté, face aux pays soutenus par la Russie et l'Iran et ce qui est qualifié d'axe de la résistance.

Comme on peut le voir, tout est bon en Occident pour tenter de détourner l'attention des populations sur les crimes et les massacres commis par cette douteuse coalition à l'œuvre depuis des décennies dans des pays désormais ruinés. Nos autorités poussent des cris d'orfraie sur le cas non prouvé d'empoisonnement de deux individus par l'Etat russe, mais poursuivent « *sans foi ni loi* » leurs saccages par centaines de milliers de victimes dans les pays arabes, finançant, armant et formant des mercenaires pour renverser les gouvernements qui ne leur conviennent pas. Leurs pratiques criminelles avec des groupes terroristes sont dénoncées et documentées depuis longtemps mais ils persistent, incapables de comprendre que leur ordre hégémonique d'antan n'est plus de mise ni accepté par des Etats qui relèvent la tête et veulent se débarrasser de cette suprématie coloniale que l'occident leur a imposée pendant des siècles. Et nous, citoyens, sommes entraînés dans ces dérives.

Dans le même esprit de complot occidental – comment l'appeler autrement ? – le chef d'état-major de l'armée russe a annoncé la découverte d'une usine d'armes chimiques à Aftris située dans la Ghouta orientale et libérée de ses mercenaires se battant contre le gouvernement syrien. De même, il y a quelques jours la Syrie a prévenu les instances de l'ONU du transfert de camions turcs chargés de chlore vers des groupes opposés à l'Etat syrien. Dans le même temps, les occidentaux n'ont de cesse de proférer des menaces à l'encontre de Bachar al Assad en cas d'usage d'armes chimiques qu'il n'a plus dans la mesure où celles-ci ont été détruites sous contrôle international il y a plus de trois ans.

Allons-nous encore longtemps devoir supporter ces sinistres responsables qui ne représentent qu'une poignée d'oligarques et financiers hypocrites, affairés à maintenir leur domination sur des populations précarisées, tout à l'opposé des aspirations de paix et de justice que celles-ci espèrent ?! Allons-nous une fois de plus tomber dans ces pièges grossiers qui nous sont tendus régulièrement pour nous indiquer l'ennemi à combattre ?! Allons-nous suivre aveuglément ces délinquants qui n'hésiteront pas à envoyer nos jeunes se faire tuer dans leurs sales guerres, sous de faux prétextes et encore animés de leur détestable esprit colonial ?!

C'en est assez, et que tous les belligérants non conviés par les autorités officielles des pays dans lesquels ils se sont déployés rentrent chez eux une fois pour toutes et abandonnent leurs sordides mentalités coloniales !

Daniel Vanhove

Le 15 mars 2018

Articles Par : [Daniel Vanhove](#)

A propos :

Daniel Vanhove, France / Belgique : observateur civil en Palestine 2001 - 2004. Il est l'auteur de plusieurs livres : co-auteur de "Retour de Palestine", 2002 - Ed. Vista ; "Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruirez pas nos âmes", 2004 (Préface de Ilan Halevi - Ed. M. Pietteur) ; co-concepteur du DVD "Au bord de la mort, nous cultivons l'espoir", Témoignages in situ accompagnant le livre, La Démocratie Mensonge, 2008 - Ed. Marco Pietteur - coll. Oser Dire. Administrateur du blog Mouvement Citoyen Palestine (MCP). Il est associé de recherche du CRM (Centre de recherche sur la Mondialisation).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca